

Les chiffres

2

Il y a 2 ans, le 23 juillet 2022, la junte exécutait par pendaison 4 prisonniers politiques : Phyo Zeya Thaw, précurseur du rap birman devenu député ; Kyaw Min Yu, dit "Ko Jimmy", écrivain et vétéran du mouvement révolutionnaire génération 88; et Hla Myo Aung et Aung Thura Zaw accusés d'avoir tué une informatrice de la junte.



19

Le 19 juillet marque la Journée des Martyrs en Birmanie. Ce jour-là en 1947, neuf leaders du mouvement d'indépendance birman étaient assassinés, dont le général Aung San. Sa fille, Suu Kyi, n'a pas été autorisée à commémorer ce jour depuis le coup d'Etat de 2021.

3

Le général Min Aung Hlaing, à l'origine du coup d'Etat, s'est désormais accordé 3 fonctions officielles. Il était déjà chef des armées, s'était déclaré "premier ministre" six mois après le coup et vient de se nommer "président". L'actuel président, Myint Swe, en arrêt maladie du fait d'un «trouble psychomoteur et de malnutrition», a cédé ses pouvoirs au dictateur, une semaine avant le renouvellement de l'Etat d'urgence. Une heureuse "coïncidence" pour un dictateur sans légitimité, qui a une fois de plus renouvelé (la 6ème fois!) l'Etat d'urgence pour 6 mois.



Brèves

LES ÉPIDÉMIES - ELLES - N'ONT PAS DE FRONTIÈRES

Le camp de réfugiés de Palaw Tapo, à la frontière birmano-thaïlandaise, fait face à une nouvelle épidémie d'une maladie non identifiée. Les médecins du camp font face à une maladie mystère qui n'est ni le covid ni le paludisme, mais qu'ils ne peuvent identifier par manque de ressources. Elle s'est répandue aux villages environnants rapidement et a contraint à la fermeture des écoles du camp pour tenter d'enrayer les contagions. Selon la revue Thailand Medical News "Le camp n'a pas accès aux kits de test et aux analyses pour d'autres maladies potentielles, telles que le H5N1 ou d'autres virus de la grippe aviaire, ce qui rend difficile l'identification de la cause exacte de l'épidémie. (...) Cette situation d'urgence sanitaire nous rappelle brutalement qu'il est indispensable de disposer d'une infrastructure de soins de santé solide et d'être bien préparé, en particulier pour les populations vulnérables et déplacées. La réaction et le soutien rapides de la communauté internationale pourraient jouer un rôle essentiel dans l'atténuation de la crise et la prévention de la propagation de la maladie."

La période de mousson apporte elle aussi son lot de maladies liées à l'eau mais selon une aide médicale dans l'Etat Karen "la situation est bien pire que l'année dernière. D'accord, c'est saisonnier, et nous savons que la pluie et les moustiques vont arriver, ce qui nécessite des soins préventifs, mais il n'y a pas de soins étant donné le conflit". Des foyers de paludisme, de dengue, de choléra, et de covid-19 ont été rapportés dans de nombreux camps de déplacés du pays. Les témoignages relatés dans la presse sont terrifiants "Il est difficile de savoir si une personne meurt de Covid, de blessures, d'autres maladies ou de malnutrition" ; "La semaine dernière, un homme a perdu connaissance et est décédé des suites d'une maladie, et j'ai entendu dire que sa femme avait également eu la diarrhée et qu'elle était décédée après seulement deux jours (...) Nous n'avons trouvé aucun groupe qui fournisse un soutien médical. Nous avons besoin d'aide avec des kits médicaux complets".

Au mois d'avril 2024 un rapport du NUG documentait la destruction de 343 infrastructures médicales et 1293 attaques sur le secteur de la santé par la junte. Un secteur décimé qui laisse la population, y compris dans les grandes villes, sans accès à une hygiène basique (coupure d'eau, d'électricité, inondations, manque de ressources financières), ni aux soins de santé. Yangon est aussi frappée par une épidémie de choléra avec des centaines d'hospitalisations rapportées, notamment dans des bidonvilles où selon le porte parole de la municipalité il n'y a que 12 toilettes pour plus de 600 personnes.

Il y a plusieurs mois le journaliste français Jérémie André constatait:

"Dans ces documentaires sur des zones de guerre, ce sont finalement les grands absents qu'on s'étonnera de ne pas croiser : les humanitaires étrangers. Aucune grande organisation, aucun camp de déplacés ou de réfugiés mis en place par les organisations internationales habituelles, comme le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU. Avant d'être négligés par les médias, les Birmans sont ignorés par le système d'aide humanitaire qui amortit d'ordinaire les conflits les plus violents, de l'Ukraine à l'Afrique en passant par Gaza."

Alors que la crise humanitaire ne cesse de s'amplifier, rien ne semble avoir changé dans l'approche humanitaire régionale et internationale de la Birmanie. Si la politique, les MOU et gouvernements s'imposent des limites d'actions, sacrifiant la population birmane, ils semblent oublier que les épidémies -elles- ne connaissent pas de frontières.

BIRMANS EN THAÏLANDE: QUAND L'ADMINISTRATION DEVIENT UN DANGER

Le ministère du travail thaïlandais a annoncé avoir arrêté plus de 80 000 travailleurs birmans sans papiers dans les 36 premiers jours d'un plan de 120 jours. Ce plan s'inscrit dans un contexte de stagnation de l'économie, frôlant la crise avec notamment de nombreuses fermetures d'usines, et d'instabilité politique. Les travailleurs arrêtés risquent une amende, une interdiction de travailler en Thaïlande durant 2 ans sans surtout d'être renvoyés en Birmanie malgré la guerre et la conscription forcée. Pour rappel, la Thaïlande ne reconnaît pas le droit d'asile ni le statut de réfugié.

En parallèle, dès le 7 juillet, le ministère du travail a fermé l'ensemble des centres de "certificat d'identité - CI", qui permettaient aux Birmans sans papiers ou dans l'incapacité de les renouveler, d'obtenir un statut légal ; suite à une demande de la junte. « Le problème, c'est que lorsque les documents expirent, les personnes qui se trouvent en Thaïlande, qui ne veulent pas rentrer et qui ne veulent pas que le gouvernement sache où elles se trouvent, sont celles qui vont avoir des problèmes. Le CI est en quelque sorte le point de départ pour réintégrer le système », selon le directeur du programme d'aide aux migrants en Thaïlande. Sans ce système, les Birmans en Thaïlande se retrouvent forcés de se tourner vers l'administration de la junte et de fournir de nombreuses informations personnelles (identité, lieu de résidence, adresse des membres de la famille en Birmanie..) pour obtenir ou maintenir un statut légal en Thaïlande. Ces informations sont des outils d'oppression au service de l'armée birmane, mais aussi une source de revenus conséquents du fait du système de double taxation des travailleurs birmans à l'étranger et du prix des démarches administratives.

Le ministre du travail du NUG a "appelé le gouvernement thaïlandais, le parlement et les organisations concernées par le travail et les droits humains à empêcher la junte militaire birmane d'opprimer les ressortissants du Myanmar en Thaïlande", notamment en émettant des "pink cards", cartes d'identité des non-thaïlandais, pour les travailleurs sans papiers d'identification. Officiellement plus de 2 millions de Birmans travaillaient légalement en Thaïlande et 90 000 vivent dans des camps légaux pré-coup. Les autorités thaïlandaises y ont ordonné une vérification de l'identité de tous les réfugiés avec les listes officielles. Un nombre inconnu de Birmans a fui la guerre, la conscription militaire ainsi que la crise économique et alimentaire. Considérés ni comme réfugiés, ni comme migrants économiques, sans documents ils sont exposés à des conditions de travail abusives. Aux côtés des autres membres de la diaspora, ils représentés pourtant une source de revenus capitale pour la survie de nombreuses familles en Birmanie et un soutien financier indispensable aux forces anti-junte.

SITUATION AU NORD-EST BIRMAN

La ré-activation de l'opération 1027 dans le Nord-est du pays a donné lieu à de nombreux affrontements militaires et des victoires. Des visages souriants et des acclamations de la population ont accueilli la libération de la ville de Mogok, aussi appelée Ruby land du fait de ses ressources naturelles, par la TNLA et les Mandalay PDF, mais la situation dans la ville de Lashio est moins claire.

La MNDA a annoncé la prise de la ville du nord de l'Etat Shan, aussitôt niée par la junte. Lashio, l'un des 13 commandements régionaux, est un objectif militaire qui offrirait un corridor de contrôle par les forces anti-junte de la frontière chinoise aux portes de Pyin Oo Lwin, mais l'accueil des habitants est lui mitigé. La majeure partie des 170 000 habitants ont fui dans la panique et sans moyens suffisants. Les combats et attaques aériennes de la junte. Les armées Ta'ang et Kokang n'ont pas d'ancrage historique dans la ville et la volonté affichée de la MNDA d'administrer Lashio a inquiété de nombreux résidents, du fait des rapports faisant état de conscription forcée, d'exécution des déserteurs et d'exclusion des non-kokang, dans la ville de Laukkai qu'elle administre.

Alors que les combats continuent dans Lashio, que la MNDA y maintient un siège et que la junte en laisse partir les résidents mais en bloque les entrées, l'armée Wa s'est frayé un chemin. Le 27 juillet elle est entrée dans la ville, avec l'accord de toutes les parties impliquées pour protéger son bureau de relations extérieures et ses propriétés dans le canton de Lashio. Comme lors de la première vague de l'opération 1027, l'UWSA profite de sa position de "neutralité" entre les forces en présence. L'UWSA s'est tenue éloignée du NUG et de l'ASEAN, forte de 30 000 hommes, elle affiche ses liens avec la Chine liés à sa création après la chute du parti communiste birman. Elle inscrit ces négociations politiques dans le cadre de Commission fédérale de négociation l'UWSA et de concertation-FPNCC. Le FPNCC a été créé en 2017, sous l'impulsion de l'UWSA et de sa branche politique. Il rassemble sept groupes armés ethniques, dont l'objectif était d'engager des négociations avec le gouvernement central et est reconnu par le gouvernement chinois comme instance de négociation.

Documentaire

BIRMANIE : LE RAPPEUR QUI DÉFIA LA JUNTE

Arte, 60 min

Documentaire inédit qui retrace "la vie brève et tragique de Zayar Thaw, jeune star du rap birman devenu député aux côtés d'Aung San Suu Kyi, puis exécuté par la junte birmane en 2022".

Disponible sur arte.fr à partir du 13/08/2024, à la télévision le mardi 20 août à 22:30



L'image du mois

Sous le nez de la junte, sourire éclatant, Tayzar San, figure du mouvement anti-junte a organisé une manifestation éclair et s'est pris en photo dans Mandalay, devant le "palace", qui abrite une base militaire

Source twitter @TayzarSan



Image de joie des habitants de la ville de Mogok qui accueillent les forces anti-junte ayant libéré la ville (TNLA & Mandalay PDF)

Source: Twitter | Crédit photo Mai A Hein

